

Un quarantenaire qui ne connaît pas la crise Le SAMU à l'honneur dans le Finistère

Le SAMU 29 a fêté ses 40 ans à l'hôpital de la Cavale Blanche à Brest, en présence du préfet, de l'ARS, de la police et gendarmerie, du personnel hospitalier et de leurs familles. À cette occasion, le service d'aide médicale urgente a présenté son périmètre d'intervention lors d'ateliers auxquels « Le Quotidien » a participé.

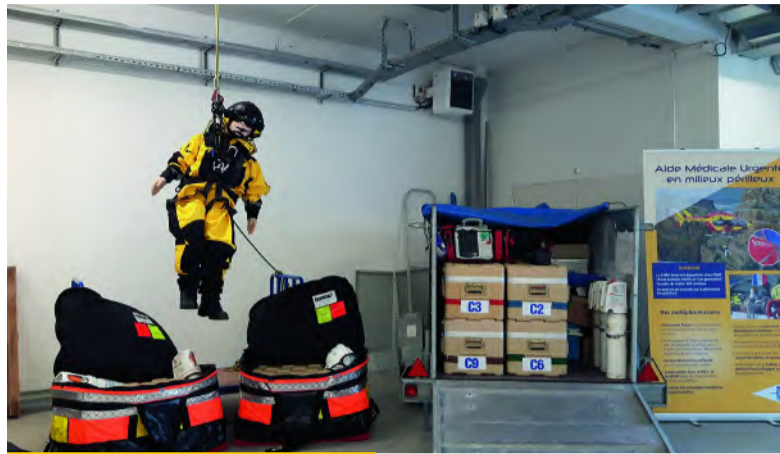
● L'hôpital de la Cavale Blanche de Brest (Finistère) s'est mué en centre de divertissement le temps d'une journée. Le CHU de Brest a organisé huit ateliers d'une vingtaine de minutes afin de faire découvrir aux invités l'ensemble des activités du service d'aide médicale urgente (SAMU). « L'objectif est de mettre en valeur toutes les branches, services fonctionnels et le travail des équipes », explique le Dr Noureddine Chahir, directeur du SAMU 29.

Fondé au milieu des années 1970 afin d'abaisser la mortalité liée aux accidents de la route, ce service a vu ses missions, ses moyens techniques et son volume d'intervention évoluer au fil du temps.

Une équipe SMUR maritime préparée à toute épreuve

Le virage le plus spectaculaire a été l'arrivée de l'hélicoptère sanitaire en 2002 pour les interventions primaires (la prise en charge pré-hospitalière et les soins immédiats) et secondaires (transfert interhospitalier d'un patient nécessitant une surveillance médicale accrue). « Il nous permet de projeter rapidement des équipes SMUR sur des zones blanches dont l'accès était supérieur à 30 minutes par la route et de réduire la morbidité et la mortalité pour certaines urgences vitales ou potentielles », poursuit le Dr Chahir. Ainsi, la presqu'île de Crozon est accessible en sept minutes par voie aérienne contre 1h30 par voie terrestre. Le SAMU 29 a la particularité d'avoir une activité de coordination médicale maritime permettant d'organiser des secours en mer grâce à une équipe SMUR maritime hybride composée de professionnels de santé civils et militaires. Plus de 11 000 missions ont déjà été menées dans la région et sur les 3 000 km² de côtes. Au prix d'une minutieuse organisation car le centre 15 reçoit chaque année 350 000 appels, soit 950 coups de fil par jour.

Pour valoriser cette activité, le garage situé au niveau -2 de l'hôpital,



Aux pieds du mannequin hélitreuillé, du matériel pour les interventions urgentes en mer

dédié aux véhicules sanitaires, a laissé place à un atelier informatif d'aide médicale en milieu périlleux. Un mannequin hélitreuillé trône dans le fond de la salle avec à ses pieds deux malles d'une vingtaine de kilos remplies de matériel médical. « Nous présentons le matériel utilisé lors d'une urgence. C'est principalement du matériel de réanimation pour perfuser, oxygéner, ventiler (etc.) qu'emporte l'équipe au décollage », détaille Julie Pape, cadre de santé au SAMU 29.

Un atelier pour comprendre les risques NRBC-E

Un peu plus loin, une salle annexée au garage a été transformée en atelier de chaîne de décontamination NRBC-E (nucléaire, radiologique, biologique, chimique et explosive). Les visiteurs sont invités à suivre un parcours comme lors d'un exercice grandeur nature. Ils se déshabillent à l'entrée de la salle dans un sac plastique adapté puis passent sous l'une des neuf douches de décontamination prévues pour l'occasion. Les soignants réalisant l'atelier seront eux en combinaison de protection (chimique, biologique ou nucléaire). « C'est un système marche en avant, commente Christophe Baltus, le directeur adjoint de la Cavale Blanche. Ils passent ensuite au secrétariat puis sont adressés aux urgences. Le personnel hospitalier est formé trois fois par an. »

Au rez-de-chaussée du pôle 3 de l'hôpital, les chambres d'hospitalisation ont été équipées de mannequins. Le CESU, centre d'enseignement des soins d'urgence, une autre filière du

Repères

L'équipe SAMU 29 est composée d'une centaine de professionnels de santé dont 30 médecins urgentistes, 30 assistants de régulation médicale, 30 infirmiers-IADE, 15 ambulanciers et 4 formateurs. Le SMUR maritime est constitué de 4 urgentistes et 4 infirmiers-IADE 11 000 interventions en hélico depuis 2002 8 500 sorties SMUR par an sur le département Entre 1 000 et 1 400 appels le week-end et jour férié

SAMU, orchestre des sessions d'apprentissage de massage cardiaque et d'utilisation d'un défibrillateur. « 3 600 heures de formation par an sont réalisées pour former les professionnels de santé. Le centre organise aussi des formations à l'éducation à la santé », précise le Dr Chahir. D'autres ateliers sont prévus, notamment l'explication du service de coordination des prélèvements d'organes et de tissus, autre mission rattachée au SAMU depuis 2004.

Le prochain défi, intégrer de nouveaux métiers

Mais les activités du SAMU 29 ne s'arrêtent pas là. Le Dr Chahir a de nouvelles idées pour l'avenir de son service et améliorer la qualité de prise en charge. Dans une semaine, l'équipe intégrera un infirmier spécialisé en psychiatrie pour aider à la gestion des suicides. « Nous souhaitons aussi assurer une couverture hélicoptérée 24 heures/24, avoir un coordonnateur ambulatoire ainsi que des travailleurs sociaux », ajoute-t-il.

Sophie Martos

La difficile valorisation des innovations technologiques Médecine sur mesure et santé connectée cherchent leur modèle économique

Pour ses 40 ans, le Groupement des industries pharmaceutiques et de santé du Sud Ouest (GIPSO), a réuni 180 chercheurs et industriels du médicament de Nouvelle-Aquitaine lors d'un forum qui a pointé les difficultés de valorisation économique des innovations technologiques.

● Cet été, l'entreprise girondine eDevice, pionnière et leader mondial des objets connectés pour la santé, a été reprise par le Californien iHealth : « Elle est allée chercher son développement aux États-Unis, faute de marché en France. Cet exemple montre que les avancées technologiques nécessitent des innovations organisationnelles et un modèle économique. Or télésurveillance ou téléconsultation n'ont pas encore de valeur économique », souligne Christian Fillatreau, président du cluster TIC Santé aquitain, lors du Forum Santé organisé par le GIPSO, le 6 décembre à Bordeaux. Cette manifestation a rassemblé 180 participants (un record !) chercheurs, étudiants et industriels du médicament du Sud-Ouest pour parler « prise en charge personnalisée du patient et évolution numérique ». Avec 13 emplois, la région représente 7 % des effectifs de l'industrie pharmaceutique française.

Télésurveillance et téléconsultation n'ont pas encore de valeur économique

Christian Fillatreau président du cluster TIC Santé aquitain

Le Dr Antoine Italiano de l'Institut Bergonié a décrit les avancées dans le traitement des cancers, avec les thérapies ciblées. Cette véritable révolution, permise par le séquençage à haut débit de l'ADN des tumeurs, a ouvert la voie à de nouveaux traitements (anticorps monoclonaux, inhibiteurs enzymatiques). Et l'avenir annonce de nouvelles avancées : création de banques de

données de tumeurs permettant la création d'algorithmes de thérapies adaptées à chaque patient.

Accès équitable à la médecine sur mesure

« Le système de santé a-t-il les moyens d'offrir à tous un accès équitable au profilage génétique des tumeurs ? » s'est interrogé le Dr Italiano. En effet, le séquençage à haut débit n'étant pas coté, le Centre Bergonié de Bordeaux n'y a recours que grâce au mécénat.

« Ces nouvelles thérapies, souvent per os et en ambulatoire, nécessitent aussi de nouvelles formes de surveillance basées sur des objets connectés », a rappelé Christian Fillatreau.

En effet, la télésurveillance des patients porteurs de défibrillateurs implantés, pacemaker ou holter est aussi source de progrès, comme l'a démontré le Dr Sylvain Ploux, cardiologue au CHU de Bordeaux : délais d'intervention réduits en cas de défaut technique, baisse de mortalité de 50 %, diminution du nombre de consultations et des dépenses de transport.

Une télésurveillance non remboursée que le CHU de Bordeaux propose pourtant à 3 400 patients (ce qui en fait le premier centre télé-médecine de France) grâce au soutien financier de l'ARS.

Le pied dans la porte

« À Bergonié, nous dépensons 12 millions d'euros en molécules et 10 millions en prescriptions de transports sanitaires, enchérit Christian Fillatreau. La télésurveillance est un facteur d'économies, mais la frilosité freine l'innovation. »

Le dispositif Diabeo, service de télé-médecine proposé par Sanofi pour le suivi des diabétiques, a fait l'objet d'un dossier de demande de remboursement et devrait bénéficier d'un financement, mais à titre expérimental. « Vous avez mis un pied dans la porte », ironise Christian Fillatreau.

Un espoir pour les entreprises régionales innovantes.

De notre correspondant Patrice Jayat

TOUTE L'INFORMATION MÉDICALE 7j/7, 24h/24

2 ÉDITIONS
PAPIER
PAR SEMAINE

1 ÉDITION
NUMÉRIQUE
PAR JOUR

DES SERVICES NUMÉRIQUES
réservés aux abonnés
EN ILLIMITÉ

151,20
pour un an
d'abonnement
au lieu de 189€

Soit
- 20 %
d'économie

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE QUOTIDIEN
DU MÉDECIN
www.lequotidienmedecin.fr

OUI, je souhaite m'abonner* au tarif de 151,20 euros TTC au lieu de 189 € TTC. Je recevrai le Quotidien du Médecin et ses suppléments + accès à l'intégralité du site Internet pendant un an

Titre : Dr Pr Civilité : M. Mme

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : Professionnelle Personnelle

Adresse complète : _____

Code postal : _____ Ville : _____

E-mail : _____

Il est indispensable d'indiquer votre adresse e-mail pour recevoir vos codes d'accès au site Internet.

Tél. : _____

Je règle la somme de 151,20 euros TTC par :

Chèque à l'ordre du Quotidien du Médecin

Carte bancaire N° _____

Date de validité : _____ Notez les 3 chiffres figurant au dos de votre carte : _____

* Offre valable jusqu'au 31 décembre 2016 et réservée aux médecins résidant en France Métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter. Conformément à la loi informatique et liberté, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant par notre intermédiaire.

Je ne souhaite pas recevoir d'informations de la part du Quotidien du Médecin.

À RETOURNER AVEC VOTRE RÈGLEMENT À :
Le Quotidien du Médecin - Service abonnement
1, rue Augustine-Variot - CS 80004
92245 Malakoff Cedex
abonnements@lequotidienmedecin.fr

Date et signature obligatoire